28 mars 2024

Solutions Ouest-Africaines : notes d'espoir dans un monde hostile

Dans leur récente publication intitulée « L'espoir au-delà des crises : solutions ouest-africaines pour des systèmes alimentaires durables, », le ROPPA[1], le JAFOWA[2], la Fondation de France et le CFSI[3] proposent des notes d'espoir et définissent ce qui, à leurs yeux, caractériserait une transition vers des systèmes alimentaires durables en Afrique de l'Ouest. La publication présente également plusieurs initiatives qui prouvent qu'il est possible de développer avec succès des filières agroécologiques locales.

Un contexte défavorable

Les autrices du rapport reviennent sur le contexte particulièrement difficile dans lequel les acteurs des systèmes alimentaires ouest-africains se débattent. Elles brossent le portrait d'un monde malade de ses infrastructures déficientes, de politiques publiques défavorables et d'insécurité, et qui souffre d'un environnement international préjudiciable. Elles montrent comment ces conditions rendent la sous-région vulnérable aux crises (pandémie, changement climatique, notamment). Malgré cela, notent-elles, dans la plupart des pays de la sous-région, la dépendance alimentaire envers le reste du monde ne s'est pas accrue dans la période récente et l'on estime que 90 % des calories consommées en Afrique de l'Ouest sont produites localement par une majorité de petites exploitations familiales dont 95 % disposent de moins de 5 hectares. Notons cependant que certains on estimé que le nombre de personnes

[1] ROPPA : Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest.

[2] JAFOWA : Joint Action for Farmers' Organisations in West Africa.

[3] CFSI : Comité Français pour la Solidarité Internationale.

en état d'insécurité alimentaire sérieuse requérant une intervention d'urgence est passé de 4 millions à près de 32 millions en cinq ans (entre 2017 et 2022), en Afrique de l'Ouest. [lire p.4]

La situation d'insécurité découlant de la menace terroriste et des conflits intercommunautaires y perturbe profondément les activités économiques [lire p.3-4], et cela en particulier dans le cas de l'élevage qui a une importance capitale en zone sahélienne[4]. Les déplacements des populations, la difficulté d'accès aux aires de production, le rançonnement, l'insécurité lors de la transhumance et du transport de marchandises sont parmi les problèmes les plus sévères.

Ici aussi, selon les auteurs, la pandémie a montré la fragilité des mécanismes d'anticipation et de régulation des crises. Les restrictions imposées par les autorités ont perturbé rencontres et échanges, rendant la vie des éleveurs très difficile en les mettant dans une situation d'incapacité d'assurer leur alimentation quotidienne et en freinant les préparatifs de la saison agricole pour les agriculteurs. Comme ailleurs dans le monde, la pandémie aura creusé les inégalités. Elle aura également favorisé une spéculation qui a amplifié les effets délétères de la crise. Seul point positif, peut-être, elle aura poussé à la consommation des produits locaux.

Les bases des systèmes alimentaires durables

De cette expérience, les autrices de la publication tirent quelques principes de base permettant aux systèmes alimentaires de la sous-région d'améliorer leur durabilité économique, sociale et environnementale :

- Diversifier les productions alimentaires pour leur donner davantage de résilience, notamment face aux dérèglements du climat, en particulier en adoptant des méthodes de culture agroécologiques non destructrices pour l'environnement.
- Développer des infrastructures de stockage et de transformation pour limiter les pertes après récolte qui restent considérables.
- Accompagner les micro et petites entreprises du secteur alimentaire pour plus de qualité et de sécurité sanitaire, d'emploi et d'inclusion.
- Combattre la spéculation et orienter par la réglementation les ressources financières vers des investissements productifs générant des emplois.
- S'émanciper des importations qui fragilisent les systèmes alimentaires (i) en se dégageant de l'utilisation d'engrais chimiques par la diversification des stratégies de gestion de la fertilité des sols ou le développement d'intrants locaux, et (ii) en luttant contre l'importation de produits alimentaires à bas coût (lait en poudre européen, riz asiatique, blé) qui font une compétition déloyale aux productions locales.

[4] On estime que les systèmes agropastoraux et pastoraux concernent plus de 20 millions de personnes dans la sous-région (ROPPA, La situation pastorale en Afrique de l'Ouest, Roppa info, octobre-novembre 2020).

Ces idées ne sont sans doute pas entièrement neuves, car elles sont dans l'air depuis déjà quelques décennies, mais il se pourrait bien que la période que le monde vient et est entrain de traverser va enfin aider à convaincre les gouvernants – sous la pression conjointe des producteurs et des consommateurs – de s'attaquer aux problèmes fondamentaux et de réorienter leurs politiques et programmes.

Les leviers d'actions disponibles

Pour concrétiser ces idées, nous disent les autrices, il faudrait que les autorités cessent de se laisser dessaisir de leur capacité de penser et d'agir. Car ils sont en train de la céder à des d'opérateurs privés, tels que les entreprises du secteur numérique, qui accumulent une masse de données leur permettant d'affiner leurs stratégies visant à capter une part croissante de la richesse créée dans le secteur agricole et alimentaire.

Cette capture accrue de la valeur, bien sûr, se ferait au détriment notamment des producteurs et de leur maîtrise de la production, et serait contraire aux objectifs de durabilité à moyen et long terme, comme l'a déjà souligné lafaimexpliquee dans plusieurs articles [lire]. En perdant ainsi sa capacité de décider, la population et son gouvernement remettraient leur souveraineté entre les mains d'intérêts privés qui pourraient disposer de ce pouvoir selon leur bon plaisir, eux qui donnent la priorité aux solutions technologiques qu'ils contrôlent [lire] et qui peuvent aller jusqu'à la promotion d'une alimentation sans agriculture [lire ici et ici (p.9-10)] !

La question est donc profondément politique. C'est celle de la nécessité de l'émergence de pouvoirs politiques qui aient réellement à cœur l'intérêt général.

Les autrices de la publication s'attaquent à cet enjeu politique en identifiant les leviers disponibles pour promouvoir les changements énumérés (et souhaités). Ils comprennent en particulier :

- l'exercice d'une pression accrue sur les autorités, notamment à l'aide d'organisations professionnelles et en unissant toute la société civile, producteurs et consommateurs ;
- la défense d'une production locale durable, en valorisant ses produits et en leur assurant des débouchés par des commandes publiques (par exemple pour les cantines scolaires) ;
- la reconnaissance et la meilleure rémunération du travail des femmes ;
- une formation améliorée des jeunes ;
- la lutte contre l'offensive des multinationales visant imposer des engrais et semences industrielles uniformes au détriment de la diversité des semences paysannes et des promesses des bio-intrants locaux ; et,
- la création d'une monnaie souveraine (l'Éco) pour stimuler le marché régional.

Les espoirs créés par des initiatives locales prometteuses

Pour illustrer le fait que la population locale s'est déjà mobilisée et pour montrer qu'il y a de bonnes raisons d'être confiant, les autrices présentent dans la dernière partie de la publication plusieurs exemples de filières agroécologiques en développement :

- trois exemples de maraîchage :
  - à Ouagadougou, au Burkina Faso, en réaction aux conséquences néfastes de l'utilisation de produits de l'agrochimie,
  - à Niayes, au Sénégal, pour des raisons similaires, principalement la contamination de la nappe phréatique par les intrants chimiques, et
  - à Nokoué, au Bénin, où la lutte contre la jacinthe d'eau envahissant le lac permet la production de compost destiné aux maraîchers.
- trois exemples de produits du terroir :
  - au Burkina Faso, où une association de femmes adopte le Système de riziculture intensive (SRI) pour sauver une variété locale de riz,
  - en Guinée-Bissau, où une fédération de groupes de femmes lutte contre la déforestation et la forte dépendance au marché de la noix de cajou, en associant la culture d'une variété locale de palmiers à huile avec des anacardiers,
  - au Togo, où l'on valorise une race locale de pintades avec des productions locales agroécologiques.
- deux exemples de filières mixtes export/marché local :
  - dans l'ouest du Burkina Faso, où la coopérative Upromabio/HBS, biologique et équitable, associe la mangue à d'autres cultures (hibiscus rouge, haricot et pois de terre),
  - à Bam, au Burkina Faso, où l'Union régionale des coopératives maraîchères encourage et commercialise des oignons issus de l'agroécologie.

Conclusion

À l'aide de témoignages d'un panel de spécialistes, la publication analyse les défis gigantesque auxquels doit faire face l'alimentation dans la sous-région et propose une série de solutions qui semblent prometteuses, si l'on se fit au succès des initiatives qui sont analysées, mais qui, pour l'heure, butent encore sur l'importante question en suspens de leur extension à une échelle suffisante pour transformer profondément les systèmes alimentaires existants.

De ce point de vue, le travail présenté aurait peut-être pu être enrichi par des données permettant de se faire une idée de la magnitude des changements déjà en cours. À l'avenir, il sera certainement souhaitable de surveiller le développement de telles initiatives et de fournir des indicateurs chiffrés sur leur évolution et leur impact (par exemple : nombre de personnes impliquées, superficies concernées), ainsi que d'enregistrer les décisions de politiques prises par les pays de la sous-région et d'évaluer si elles sont favorables (ou non) à une transition vers des systèmes alimentaires plus durables.

On peut féliciter les autrices de cette publication et les nombreux partenaires associés au travail effectué pour sa qualité et pour l'espoir qu'il suscite, et espérer que le déploiement des solutions, tant souhaitées, puisse se faire au plus vite, au bénéfice de la masse de la population de la sous-région.

———————

Pour en savoir davantage

- Hiridjee,V., et E. Langlade, L'espoir au-delà des crises : solutions ouest-africaines pour des systèmes alimentaires durables, ROPPA, JAFOWA, Fondation de France et CFSI, 2023.

Sélection de quelques articles parus sur lafaimexpliquee.org liés à ce sujet :

- La situation alimentaire se dégrade au Sahel, 2024.
- Opinion : 'Viande naturelle' et fantasmes futuristes ? par Maria Grazia Quieti, 2024.
- La « transition agricole et alimentaire » est en cours - Neuf changements nous indiquent vers quel monde elle nous mène, 2023.

de même que les articles se trouvant sur nos pages thématiques Afrique, Pouvoir et Gouvernance.